



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No 6 Octobre 2014



Industrialisation Transformer le programme de développement de la SADC

par Joseph Ngwawi

LE DÉVELOPPEMENT industriel a été identifié comme l'un des principaux moteurs du programme d'intégration de l'Afrique australe puisque la région s'éloigne d'un modèle économique reposant sur la consommation et l'exportation de produit de base vers un modèle développemental durable basé sur la valeur ajoutée et la valorisation.

Les États Membres de la SADC reconnaissent que le développement industriel est essentiel à la diversification de leurs économies, au développement de capacité productive, et à la création de l'emploi de manière à réduire la pauvreté et positionner leurs économies sur une voie de croissance plus durable.

Il est reconnu à l'unanimité à travers la région que l'industrialisation est l'essence du développement. La production industrielle crée des opportunités d'emploi et facilite des liens plus utiles à travers les secteurs agricole, d'exploitation minière et de prestation de service, entre les économies rurales et urbaines, et à travers les industries fabriquant des biens de consommation, des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Un obstacle important pour l'Afrique Australe est que la région a jusqu'à présent compté sur une voie d'expansion économique reposant sur la consommation et l'export de matières premières plutôt que de mettre l'emphase sur l'industrialisation.

Le défi auquel sont confronté la majorité des pays de la SADC est de transformer leurs

économies dépendantes sur les ressources brutes en économies dynamiques et diversifiées jouissant de la valorisation des produits et orientées sur la connaissance.

La structure de production dans les pays de l'Afrique australe est caractéristique d'une région en voie de développement ou de larges portions du Produit Intérieur Brut (PIB) proviennent des secteurs de production primaire, surtout l'agriculture et l'exploitation minière.

Selon le Cadre Politique de Développement Industriel de la SADC, la contribution de ces secteurs au PIB est relativement élevée, moyennant près de 50 pourcent du PIB.

La pêche a également augmenté dans nombres de pays.

Cependant, la valeur ajoutée dans ces secteurs primaires demeure faible, demeurant en moyenne à 14 pourcent du PIB en 2011 (*Voir tableau page 2*).

A l'exception de l'Afrique du Sud et de l'Île Maurice, qui ont des secteurs de fabrication considérables, le secteur industriel de la SADC demeure relativement non diversifié.

Comme spécifié dans le tableau, la contribution du secteur de la fabrication au PIB dans tous les États Membres de la SADC est estimée à moins de 20 pourcent, et inférieure à cinq pourcent dans certains cas.

La contribution du secteur de fabrication au PIB est demeurée relativement inchangée dans la majorité des États Membres de la SADC au cours de la récente décennie, malgré certaines fluctuations à travers les pays.



POLITIQUE	3
34 ^{ÈME} SOMMET DE LA SADC	4-7
ÉNERGIE	8-9
ENVIRONNEMENT	10
AGRICULTURE	11
PAIX & SÉCURITÉ	12
ÉLECTIONS	13
COMMERCE	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

Industrialisation

Transformer le programme de développement de la SADC

L'intensité de l'industrialisation est très modeste dans la région, avec la production industrielle fortement concentrée sur les produits à faible technologie tels que l'alimentation, les boissons, les textiles, l'habillement et la chaussure.

Durant leur 34^{ème} Sommet Ordinaire aux Chutes Victoria, Zimbabwe en août, le bas niveau d'industrialisation a incité les Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC à conseiller le Conseil des Ministres de revisiter le processus en cours afin de réviser le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) de manière à donner prééminence au pilier de l'industrialisation.

Le Sommet a indiqué que l'industrialisation devrait prendre la vedette dans le programme d'intégration régionale de la SADC.

"A cette fin le Sommet a mandaté le Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Régionale à développer une stratégie et un plan d'action pour l'industrialisation dans la région," lit une partie du communiqué émis à la fin du Sommet.

Dans ce contexte, le Cadre Politique pour le Développement Industriel de la SADC est d'importance primordiale.

Le cadre établit des domaines de coopération au niveau régional afin d'édifier une base industrielle diversifiée, innovatrice et globalement compétitive qui contribuerait à la croissance durable et la création d'emploi dans la région.

Il fournit un point de référence pour guider la coordination de politiques complémentaires complexes, d'activités et de processus qui formeront une partie du cadre de développement industriel régional.

Il vise également à communiquer les aspirations d'industrialisation de la région et à orienter le secteur privé, au sein et en dehors de la région.

Il décrit une vision et une mission régionales pour

l'économie industrielle dans la SADC ainsi que des interventions clés pour exécution à court, moyen et long terme permettant de progresser vers cette vision.

Le cadre politique de la SADC décrit les grandes interventions transversales et sectorielles ci-dessous pour mise en oeuvre au niveau régional:

- Développement de et exploitation d'opportunités SADC mutuellement bénéfiques;
- Amélioration des standards, réglementation technique et infrastructure de qualité;
- Promotion de coopération sur l'innovation, le transfert de technologie, et les activités de recherche et de développement;
- Développement de mécanismes pour améliorer l'accès aux finances pour les secteurs de fabrication et connexes;
- Amélioration de l'assistance pour les petites et moyennes entreprises;

Contribution du Secteur de Fabrication au Produit Intérieur Brut (PIB) %												
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Angola	3	4	4	4	4	4	4	5	5	6	6	6
Botswana	5	4	4	4	4	4	3	4	4	4	4	4
RDC	5	5	5	5	6	7	6	6	6	5	NA	NA
Lesotho	14	19	23	22	22	20	22	20	19	16	13	12
Madagascar	12	12	13	14	14	14	14	14	14	14	NA	NA
Malawi	13	12	11	12	10	9	11	10	10	10	NA	NA
Ile Maurice	23	23	22	22	21	20	20	20	20	19	18	18
Mozambique	12	14	14	17	18	15	16	15	14	14	13	13
Namibie	13	13	13	15	14	14	16	17	14	15	8	8
Les Seychelles	19	18	18	16	17	13	12	12	12	11	NA	NA
Afrique du Sud	19	19	19	19	19	18	17	17	17	15	15	13
Swaziland	39	42	41	41	40	40	43	44	44	46	42	41
Tanzanie	9	9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	10
Zambie	11	11	12	12	12	12	12	11	10	10	9	9
Zimbabwe	16	15	13	14	16	17	18	17	17	16	14	11
SADC	14.2	14.67	14.67	14.73	15.07	14.4	14.87	14.73	14.33	14.07	14.6	13.9

Source: Cadre Politique pour le Développement Industriel de la SADC

- Intégration de l'infrastructure et des services dans la stratégie d'industrialisation régionale;
- Attraction d'investissement direct étranger, régional et local et promotion de l'export;
- Développement de stratégies pour exploiter les opportunités émergentes de la coopération stratégique de la région avec les partenaires globaux; et
- Promotion de l'alignement du cadre politique avec des politiques complémentaires existantes.

Le cadre politique note qu'une infrastructure efficace, intégrée et rentable est une

condition préalable au développement industriel régional, ajoutant que la transformation structurelle du secteur industriel de la SADC continue à être entravée par une infrastructure inadéquate et des services onéreux.

Il indique que la région ne remplit pas les conditions préalables de l'infrastructure actuelle, y compris ceux relatifs à l'expansion de la capacité industrielle telle que l'énergie, les services de transport et de logistiques et les technologies de l'information et de la communication. □

Planification d'un Sommet Spécial sur l'Industrialisation

LA SADC prévoit d'organiser un sommet spécial en 2015 afin de discuter de l'industrialisation et approuver le Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement.

Le Ministre Zimbabwéen de l'Industrie et du Commerce, Mike Bimha a indiqué que le sommet spécial, prévu pour le premier trimestre 2015, examine comment les États Membres de la SADC pourraient améliorer leur capacité industrielle.

Il a précisé que la décision de convoquer un sommet extraordinaire fut prise de manière à se concentrer spécifiquement sur la voie à prendre en raison de certaines différences parmi les États Membres concernant les priorités et les délais.

"C'était en quelque sorte comme une impasse sur la question de l'industrialisation comparé à l'accès au marché.

Certains pays désiraient voir

une concrétisation rapide de la stratégie d'accès au marché," annonça Bimha au *Herald*.

D'autres pays ont estimé que l'industrialisation devrait être prioritaire, affirmant qu'il était logique d'édifier d'abord la capacité industrielle "avant de parler d'accès au marché".

Le 34^{ème} Sommet SADC tenu aux Chutes Victoria, Zimbabwe en août a retardé l'approbation du plan de développement régional révisé, le RISDP, afin de permettre la synchronisation des quatre piliers d'intégration régionaux de la SADC, y compris un travail plus approfondi sur un programme de promotion du développement industriel dans la région.

Le Sommet a chargé le Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale de développer une stratégie et un plan d'action pour l'industrialisation dans la région.

L'industrialisation est essentielle puisque qu'elle renforce la production en permettant aux pays de diversifier leurs économies et d'utiliser les ressources locales par le biais de la valeur ajoutée.

Selon un communiqué lu à la fin du 34^{ème} Sommet, les leaders de la SADC ont noté les progrès dans la révision du RISDP mais ont orienté la finalisation dans un plan d'exécution pour le plan directeur révisé de manière à fournir des directives sur l'exécution des programmes SADC.

Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les leaders de la SADC en 2003 en tant que principal schéma directeur pour l'intégration régionale et le développement. Le plan a entrepris un processus de révision depuis 2011. □

Approbation du Protocole du Tribunal SADC

LES LEADERS de l'Afrique Australe ont adopté un Protocole sur le Tribunal SADC qui définit son rôle et sa juridiction.

Le Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement a suspendu les travaux du Tribunal en 2010 et a demandé une révision du rôle et de la juridiction u tribunal régional.

En 2011, le Sommet a prolongé la suspension du Tribunal, chargeant les Ministres de la Justice/ les Procureurs Généraux d'initier un processus de rédaction des instruments juridiques SADC appropriés.

Le 32ième Sommet SADC tenu à Maputo, Mozambique en 2012 avait ordonné qu'un

Protocole sur le Tribunal de la SADC et les Règles de Procédure y ayant trait soient négociés, que la juridiction du Tribunal soit confinée à un rôle consultatif et d'interprétation du Traité SADC et que tous protocoles soient négociés parmi les États Membres.

Le 34ième Sommet SADC tenu en août aux Chutes

Victoria, Zimbabwe a adopté un Protocole établissant le Tribunal de la SADC.

"Le Sommet a reçu un rapport de la Commission des Ministres de la Justice/ Procureurs Généraux relatif au progrès sur la négociation d'un nouveau Protocole sur le Tribunal de la SADC, et a adopté le nouveau Protocole sur le Tribunal de la SADC," stipule en partie le communiqué publié à la fin du sommet.

Selon le nouveau Protocole, le mandat du Tribunal de la SADC est confiné à traiter avec les disputes interétatiques et l'interprétation du Traité SADC et des Protocoles.

Cela est différent de la situation précédente où des individuels consultaient le tribunal avec des cas contre leurs gouvernements parce que la juridiction n'avait pas encore été définie en un instrument juridique convenu connu comme Protocole.

Durant ces quatre dernières années la Commission des Ministres de la Justice/ Procureurs Généraux fut chargée de rédiger le Protocole.

Une des principales questions épineuses fut l'introduction d'un nouvel Article 55 sur la Provision Transitionnelle.

Entre autres problèmes, l'Article suggère qu'un Tribunal reconstitué sous l'égide d'un nouveau protocole pourrait se charger des cas traités par l'ancien Tribunal.

Certains États Membres opposés à l'introduction de l'Article, avancent qu'une fois que le nouveau Protocole sera mis en vigueur, toutes actions ou cas entendus précédemment deviendraient caduques.

Le nouveau Protocole opte pour ce dernier, dans lequel le Tribunal n'hériterait d'aucunes actions ou de cas précédemment entendus.

Le Tribunal SADC est basé à Windhoek, Namibie. □

La SADC supervise l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest et centrale

LES ÉTATS Membres de la SADC ont adopté une position commune sur la manière de gérer la récente épidémie d'Ebola – maladie mortelle qui a affecté des régions de l'Afrique de l'Ouest et de la République Démocratique du Congo (RDC).

Une réunion des Ministres de la Santé de la SADC tenue le 4-5 septembre aux Chutes Victoria, Zimbabwe a convenu de plusieurs mesures afin de freiner la propagation de la maladie dans la région.

"Après leurs délibérations, les ministres ont adopté une position régionale commune sur les déplacements de personnes et camions/ véhicules commerciaux des pays contaminés par l'Ebola," stipule une partie de la déclaration publiée par les ministres.

Ils ont convenu que les voyageurs des pays affectés par l'Ebola seront examinés et suivis pendant une période de 21 jours.

"S'il est absolument essentiel pour eux de partir avant la fin de la période de 21 jours, le pays de destination devra être prévenu et devra continuer la surveillance pour le reste de la période," ont déclaré les ministres.

Ils ont également convenu de standardiser les interventions de santé publique afin de freiner la propagation de l'Ebola dans les États Membres de la SADC.

Les interventions communes incluent l'approvisionnement et le pré-positionnement d'équipement de protection personnelle, la formation d'agents de santé, la sensibilisation des intervenants, l'identification et l'équipement de centres d'isolation/traitement, le diagnostic en laboratoire, et le contrôle des voyageurs à tous les points critiques d'entrée ou de sortie.

Les ministres ont remarqué le rôle central joué par les médias dans la dissémination d'information sur l'Ebola, en raison de l'étendue de la désinformation.

"Par conséquent, les États Membres sont encouragés à engager les médias d'une manière aussi transparente que possible pour informer,

éduquer, dissiper les rumeurs et démystifier les questions autour de l'Ebola," déclarèrent les ministres.

Le Conseil Exécutif de l'Union Africaine (UA) a entériné la réponse de la SADC sur l'Ebola et a convenu de contrôler les visiteurs venant des pays affectés, mais ont exprimé leurs réservations sur les interdictions de voyager pour les camionneurs, disant qu'il y a risque d'intensifier le stigma contre les pays affectés et les victimes. Après une réunion urgente des états membres de l'UA sur la question de l'Ebola, le ministre zimbabwéen de la santé, Dr David Parirenyatwa, qui préside les ministres SADC de la santé, a expliqué que la question sera réexaminée.

Ebola est un virus qui se propage dans la population humaine par contact direct ou indirect sanguin et fluides corporels, et dans de rare cas, par la manipulation de viande de gibier cru potentiellement infectée.

Cependant, une personne infectée n'est contagieuse qu'après l'apparition des symptômes, il est donc possible d'isoler les cas et de contenir la propagation s'il existe des installations médicales adéquates, ce qui n'est pas le cas dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest. La détection précoce de l'Ebola est importante pour la prestation de soins appropriés aux patients et pour freiner la dissémination de l'infection.

Près de 2 000 personnes ont succombées à l'Ebola en Guinée, Libéria, Nigéria, Sénégal et Sierra Léone depuis que l'épidémie a commencé en mars.

Fin août, la République Démocratique du Congo a enregistré des cas d'Ebola, soulevant les craintes que la maladie puisse se propager à d'autres États Membres de la SADC. Cependant, les experts médicaux notent que la souche d'Ebola en RDC est différente de celle de l'Afrique de l'Ouest, et ne s'est pas propagée qu'à partir de là, mais que c'est une souche différente qui est apparue dans les années 70s. □





Le président de la SADC exhorte à plus de "réalisme" alors que la région examine son plan d'action

par Joseph Ngwawi

LE PRÉSIDENT Zimbabween, Robert Mugabe a appelé les États Membres de la SADC à être réalistes du fait que la région est en cours de réviser son plan de développement.

Dans son discours d'acceptation après avoir succédé au Président Malawien Peter Mutharika à la présidence de la SADC durant le 34^{ième} Sommet SADC aux Chutes Victoria, Zimbabwe, Mugabe a averti qu'il est nécessaire d'être réaliste dans l'exercice de fixer des objectifs et des repères pendant que la région réviser son Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP)

"Nous devons également résister à la tentation d'introduire ou adhérer à une multitude de programmes, que finalement nous ne parvenons pas à financer avec nos propres ressources," explique Mugabe.

"Nous sommes donc d'avis que le processus en cours de révision du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement ne doit pas être un simple exercice académique mais une mise au point pour nous réorienter."

Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les leaders de la SADC en 2003 comme principal plan d'action pour l'intégration régionale et le développement

Le plan a durant ces dernières années subi un processus de révision, commençant par une révision administrative qui fut entreprise par le Secrétariat de la SADC en 2011.

L'évaluation administrative a analysé la performance de la SADC et identifié les obstacles rencontrés ainsi que les leçons apprises durant l'exécution du RISDP de 2005 à 2010. L'évaluation a formé la base pour une révision indépendante de parcours entre 2012 et 2013.

En août 2013, le Conseil des Ministres guidé par le Secrétariat de la SADC pour travailler avec les États Membres à établir un groupe de travail à multiple

partenaire avec pour responsabilité de finaliser le processus de révision du RISDP.

Le groupe de travail a tenu une série de réunion en 2014 afin de proposer de nouvelles priorités; les domaines principaux de focus; les repères; les rendements; les objectifs et les délais pour le reste de la période d'exécution.

Il s'est également convoqué pour proposer des stratégies pour l'exécution du RISDP; recommander toutes autres stratégies et structures de mise en oeuvre pouvant renforcer son exécution, y compris un cadre institutionnel et juridique approprié; et un mécanisme de ressource durable, ainsi qu'un mécanisme de supervision et d'évaluation pour le reste de la période de sa mise en oeuvre.

Le résultat de ce travail est le RISDP Révisé (2015-2020) qui fut présenté pour approbation au Conseil des Ministre et des Chefs d'état et de gouvernement durant le 34^{ième} Sommet SADC au Zimbabwe en août.

Media SADC, les vainqueurs de la compétition d'écriture sont annoncés

LES GAGNANTS du Prix SADC Media 2014 et la Compétition de Dissertation des Écoles Secondaires ont reçu leurs prix durant le Sommet SADC en août.

Les prix media furent présentés dans quatre catégories, notamment télévision, photo journalisme, presse et radio. Les vainqueurs provenaient de la Namibie, Mozambique, Zambie et Zimbabwe.

Jacqueline Hindjou-Mafwila de la Namibia Broadcasting Corporation (Corporation de Diffusion de la Namibie) a gagné le prix de diffusion radio tandis que le prix du meilleur journaliste de télévision en Afrique australe a été décerné à Alfredo Simango de la Télévision du Mozambique.

Dans d'autres catégories, Emelda Mwitwa du *Zambia Daily Mail* a gagné la catégorie presse tandis que Munyaradzi



Président Prof. Peter Mutharika du Malawi remettant le badge de fonction au président entrant de la SADC, Président Robert Mugabe du Zimbabwe.

Un des résultat du processus de révision a été que, malgré les accomplissements réalisés dans la mise en oeuvre du programme d'intégration régionale, les attentes du plan régional ont excédé la capacité du Secrétariat SADC et des États Membres de mener à bien tous les objectifs convenus durant la période spécifiée.

Mugabe a exhorté la région SADC à exploiter ses abondantes ressources naturelles en poursuivant activement des programmes pour promouvoir l'industrialisation grâce à la valorisation et la valeur ajoutée.

"Notre région est dotée d'abondantes ressources, ressources qui, au lieu d'être vendues à l'état brut à des tarifs très bas, devraient plutôt être exploitées et valoriser afin d'ajouter valeur et coût à ces produits que nous exportons éventuellement," ajouta-t-il.

Ce processus devrait assister la région dans ses efforts pour industrialiser et donc accroître les opportunités d'emploi.

"La SADC devrait également se servir d'exporter des matériaux bruts, mais plutôt chercher à créer des chaînes de valeur qui mènent à l'export de produits finis," déclara Mugabe. □

Chamalimba du Zimbabwe a décroché le prix de photo journalisme.

Dans les Prix SADC Water Media (Prix Media SADC de reportage sur l'Eau), Factmore Dzobo du Zimbabwe a gagné la catégorie presse tandis que Felicity Male du Botswana a été déclarée meilleure photo journaliste.

Il y eu également des présentations pour la Compétition de Dissertation des Écoles Secondaires de la SADC remportée par Neema Steven de la République Unie de Tanzanie.

Kudzai Ncube du Zimbabwe a gagné le deuxième prix tandis que Manxoba Msibi du Swaziland a décroché le troisième prix.

La compétition de dissertation est un évènement annuel organisé depuis 1999. L'objectif principal de la compétition est de sensibiliser sur les activités et les programmes de la SADC parmi les jeunes des États Membres de la SADC.

Cette année, les étudiants devaient écrire une dissertation sur le sujet "Le Changement Climatique a un effet négatif sur le développement socio-économique dans la région. Que doit faire le secteur de l'éducation pour en réduire l'impact sur la jeunesse?" □





Présidents Guebuza, Pohamba font leurs adieux à la SADC

LES PRÉSIDENTS Armando Guebuza du Mozambique et Hifikepunye Pohamba de la Namibie ont fait leurs adieux à la SADC en août durant le 34^{ième} Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement aux Chutes Victoria, Zimbabwe.

Les deux leaders, qui dirigent leur partis politiques respectifs, en sont à leur deuxième et dernier mandat en tant que Chefs d'État conformément à leurs constitutions nationales. Ils ne se présenteront pas aux élections nationales prévues pour le 15 octobre au Mozambique, et en novembre en Namibie.

Le 34^{ième} Sommet SADC était leur dernier en leur capacité de Chefs d'État.

Dans leurs discours d'adieu, les leaders ont rendu hommage à la SADC, disant que la coopération régionale a ajouté de la valeur au développement au niveau national.

"Durant mon mandat, j'ai pu apprécier la valeur et l'importance de la coopération régionale dans divers secteurs," expliqua Pohamba.

"Par exemple, la coopération dans le secteur de ressources

marines a eu pour résultat le recouvrement de nombreuses réserves de poisson qui étaient au bord de l'extinction," dit-il, ajoutant que la coopération dans le secteur de l'énergie a également permis aux pays de la région de vendre entre eux leurs surplus d'énergie.

Guebuza a exhorté la SADC à offrir à leurs successeurs une assistance similaire à celle dont lui et Pohamba ont bénéficié afin de garantir une intégration régionale plus profonde.



Présidents Armando Guebuza du Mozambique (gauche) et Hifikepunye Pohamba de Namibie faisant leurs adieux à la SADC.

"Je vous remercie pour toute l'assistance qui m'a été offerte au cours des années à moi et à mon pays. Je vous demande de faire de même pour nos successeurs," plaïda t-il.

Guebuza et Pohamba ont beaucoup contribué aux efforts pour l'avancement du programme d'intégration, et sont de fervents partisans de la notion que les États Membres de la SADC ont beaucoup à gagner en travaillant ensemble.

Par exemple, Pohamba fut essentiel à la promotion de la paix et de la stabilité dans la région, en particulier le retour de l'ordre constitutionnel à Madagascar et les efforts en cours pour parvenir à la paix dans la République Démocratique du Congo.

Le dirigeant namibien a présidé l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération dans la Sécurité entre août 2013 et août 2014.

Guebuza a supervisé la finalisation et le lancement éventuel du Plan Directeur sur l'Infrastructure Régionale en 2012 lorsqu'il assumait la présidence de la SADC. Le projet régional guide le développement de projets d'infrastructure en Afrique australe. □

Lancement de l'Annuaire Statistique de la SADC

L'ACCÈS AUX données statistiques précises et actuelles est essentiel pour le développement socio-économique en Afrique australe, selon le nouveau président de la SADC, Président Robert Mugabe du Zimbabwe, qui a pris la parole lors du lancement de l'Annuaire Statistique 2012 de la SADC durant le 34^{ième} Sommet SADC aux Chutes Victoria.

"Il est impératif pour nous d'être conscients du fait que, par exemple, en 2013 la population totale de notre région se montait à 293,5 millions, avec un croissance démographique de 3,1 pourcent par an, et que le taux moyen d'inflation a atteint 8,2 pourcent," dit-il.

"De telles statistiques permettent aux investisseurs locaux et étrangers de planifier efficacement et de manière informée les affaires dans la région."

L'annuaire statistique fournit aux intervenants un éventail compréhensif d'informations fiables et valables sur les profils et le développement socio-économiques de la région SADC et ses États Membres. □

La SADC vote pour une nouvelle direction

LE 34^{ième} Sommet SADC aux Chutes Victoria, Zimbabwe a vu l'élection de nouveaux membres de la Troïka du Sommet et de la Troïka de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité en Coopération.

Les Présidents Robert Mugabe du Zimbabwe (président de la SADC), Ian Khama du Botswana (président adjoint) et Peter Mutharika du Malawi (président sortant) composent la Troïka du Sommet.

Le système Troïka confère l'autorité dans ce groupe pour prendre des décisions rapides au nom de la SADC qui sont d'ordinaire prises lors de sessions politiques prévues à intervalles réguliers, ainsi que de fournir une direction politique aux institutions SADC entre les sommets réguliers SADC.

Ce système a été efficace depuis son instauration par le Sommet lors de sa session annuelle à Maputo, Mozambique en août 1999. D'autres États Membres peuvent être cooptés dans la Troïka lorsque nécessaire.

Le 34^{ième} Sommet SADC a élu le Président sud-africain Jacob Zuma en tant que président de l'Organe sur la Politique, Défense et Sécurité en Coopération, secondé par le Premier Ministre du Lesotho, Thomas Thabane, avec le Président Namibien Hifikepunye Pohamba comme président sortant.

L'Organe SADC sur la Politique, Défense et Sécurité en Coopération est géré sur un modèle de Troïka et est responsable de la promotion de la paix et de la sécurité dans la région SADC.

Il est chargé de guider et orienter les États Membres en ce

qui concerne les affaires qui pourraient menacer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

La structure, les opérations et les fonctions de l'Organe sont règlementées par le Protocole sur la Politique, la Défense et la Sécurité en Coopération. Similairement à la présidence du Sommet, la présidence de l'Organe est assurée annuellement par rotation.

Le Sommet SADC et le Sommet de l'Organe de la Troïka sont mutuellement exclusifs, par conséquent la présidence de l'Organe ne peut pas simultanément assumer la présidence de la SADC.

Lorsque les deux Troïkas se réunissent, il s'agit de la Troïka Double. □



SADC lance la publication sur l'histoire de la libération

LA PUBLICATION sur l'histoire de la libération est une série de neuf-volumes qui documentent l'histoire de la lutte pour l'Indépendance en Afrique australe du point de vue des participants et des peuples de sept pays.

La publication fut lancée pendant le 34^{ième} Sommet SADC des Chefs d'États et de gouvernement tenu en août aux Chutes Victoria, Zimbabwe.

Le projet était une initiative ambitieuse menée par Brigadier-Général Hashim Mbita qui en fut le Patron, et approuvé par les dirigeants de la SADC en 2005.

La publication présente les histoires de la lutte pour la libération dans sept pays de l'Afrique australe – Angola, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe telle que soutenue par la Zambie et la République Unie de la Tanzanie.

Le Projet SADC sur l'Histoire de la Libération fut initié en août 2005, suite à l'approbation du Sommet SADC à Gaborone, Botswana, et complété cinq ans plus tard, mais demeurant à ce jour non publié.

L'unité du projet était basée à Dar es Salaam, Tanzanie et la tâche fut menée par des chercheurs locaux dans chaque pays, entièrement financée par les États Membres de la SADC.

Le projet de recherche était dirigé par Professor Arnold Temu de la Tanzanie comme directeur de projet et Professeur Joel das Neves Tembe du Mozambique comme directeur adjoint.

L'objectif primaire était de documenter l'histoire de la lutte pour la libération de la région de l'Afrique australe grâce à la collecte, le catalogue et la compilation de textes oraux et de données dans les États Membres de la SADC et en dehors de la région.

Mbita a été le Secrétaire Général du Comité de la Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) – précurseur de l'Union Africaine (UA) – pendant 22 ans, à partir

de 1972 jusqu'à ce que sa mission fut accomplie avec les élections démocratiques en Afrique du Sud en 1994.

Le Comité de la Libération fut établi lors du sommet fondateur de l'OUA en 1963 pour soutenir le processus de décolonisation diplomatiquement et matériellement, et a officiellement terminé ses activités en août 1994 par une conférence de clôture à Arusha, Tanzanie et un rapport intitulé Mission Accomplie.

Prenant la parole la cérémonie de la publication sur l'histoire aux Chutes Victoria, le Président de la SADC, Président Robert Mugabe du Zimbabwe, a annoncé que son pays a également décidé de conférer à Mbita la plus haute distinction accordée à un ressortissant étranger – l'Ordre Royal de Munhumutapa.

Les récipiendaires précédents de la distinction sont l'ancien président zambien Kenneth Kaunda et les présidents fondateurs décédés de l'Angola, Botswana, Mozambique et Tanzanie – Dr Agostinho Neto, Sir Seretse Khama, Samora Machel et Julius Nyerere, respectivement.

La fille de Mbita, Shella Hashim Mbita a rendu hommage à la SADC et au Zimbabwe pour les distinctions accordées à son père.

Elle expliqua que la publication est une source de référence essentielle puisqu'elle fournit des informations détaillées sur l'histoire de la région.

"Il ne fait aucun doute que la publication du Projet Hashim Mbita apportera des informations vitales et très utiles aux étudiants et aux institutions académiques d'éducation supérieure sur l'histoire, la politique et les sciences humaines," a-t-elle dit.

"De même, la publication aidera énormément toutes ces diverses recherches entreprises sur la colonisation et la décolonisation, le public général africain et les intellectuels

progressifs du monde entier seront également intéressés de lire sur la libération dans cette partie de notre continent aujourd'hui et à l'avenir."

La publication est composée de neuf volumes pour un total de 5 394 pages.

Les volumes sont structurés en quatre sections, couvrant l'histoire des pays qui sont parvenus à l'Indépendance au moyen de luttes armées, le rôle des États de la Ligne de Front "prolongée", et le soutien externe aux États non-SADC ou non-Limitrophes.

Les pays qui ont du aller en guerre pour gagner leur indépendance sont l'Angola, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, tandis que les États de la Ligne de Front étaient

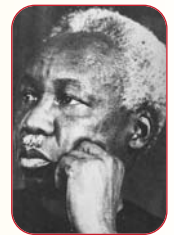
initialement le Botswana, la Tanzanie et la Zambie.

Les pays dont le soutien est documenté dans le cadre de la section sur États de la Ligne de Front "Prolongée" sont le Lesotho, Malawi et Swaziland.

Un volume porte sur le soutien et l'assistance fournie par d'autres pays de la SADC et les États de la Ligne de Front, il s'agit de la Chine, Cuba, Yougoslavie, Union Soviétique, Allemagne de l'Est et les pays scandinaves de l'Europe du Nord.

La publication fut produite par Mkuki Na Nyota éditeurs en Tanzanie, et l'éditeur bien connu, Walter Bgoya, était présent au lancement. La publication de la première édition comprend 400 séries de neuf volumes chacun encore sous impression. □

Julius Nyerere Il a porté la torche qui a libéré l'Afrique



LA TANZANIE a abrité le Comité de Libération de l'OUA pendant 30 ans - de 1964 à 1994, et le peuple tanzanien a énormément contribué, suspendant son propre développement économique jusqu'à ce que le reste du continent soit libre, sous la direction du visionnaire Mwalimu Julius Kambarage Nyerere.

Le Comité de Libération, et la Tanzanie elle-même, a offert un soutien politique, matériel et moral aux autres pays africains jusqu'à ce qu'un gouvernement majoritaire et l'indépendance soient accomplis.

Né le 13 Avril 1922 à Butiama près du Lac Victoria, Mwalimu a dédié sa vie aux idéaux de la dignité humaine et d'une humanité commune.

"Il est notre père, et nous sommes ses enfants", a déclaré l'ancien Président mozambicain, Joaquim Chissano, à ses funérailles, une cérémonie énorme et pleine d'émotion à laquelle étaient présents des

dirigeants, des représentants et des personnalités de l'Afrique et d'autres régions du monde pour dire adieu à Mwalimu après son décès il y a 15 ans le 14 octobre 1999.

"Mwalimu était non seulement capable de réfléchir et lancer des slogans sur la liberté et l'unité mais il pouvait les planter dans le cœur des citoyens."

Ses collègues africains lui ont rendu hommage comme suit "Un des plus grands leaders et penseurs du 20^{ième} siècle.... Il a porté la torche qui a libéré l'Afrique."

Le Vice-Président de l'Inde a expliqué que Mwalimu a travaillé avec des dirigeants indiens "côte-à-côte contre le colonialisme et l'apartheid."

Parlant au nom du peuple d'un milliard d'indiens, il a décrit Nyerere représentant "la voix de la liberté et de l'unité en Afrique et dans le monde en voie de développement." □

La SADC doit faire plus pour honorer les Pères Fondateurs

LE MESSAGE était clair et bien reçu – l’Afrique australe devrait faire plus pour honorer ses pères fondateurs.

Le 1er Avril 1980, les dirigeants de l’Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, République Unie de Tanzanie, Zambie et le Premier Ministre désigné du Zimbabwe se sont réunis à Lusaka, Zambie afin d’instaurer la Conférence pour la Coordination du Développement de l’Afrique Australe (SADCC) – précurseur de la SADC – après une série de consultations par les États de la Ligne de Front visant à forger une alliance plus étroite.

Depuis son instauration il y a 34 ans, la SADC a atteint plusieurs étapes visant à avancer la liberté politique et économique.

Transformation de la SADCC en SADC

LA SADC fut formée par le biais d’un long processus de consultations par les leaders de l’Afrique australe.

Vers la fin des années 1970s, il devint évident pour les leaders de la région que l’indépendance politique seule ne mènerait pas à l’amélioration des économies et des niveaux de vie.

Les expériences positives glanées en travaillant ensemble en tant qu’États de la Ligne de Front pour avancer la lutte politique pour l’indépendance ont été matérialisées par une coopération plus large à la poursuite du développement économique et social.

A partir de 1977, des consultations actives furent menées par les États de la Ligne de Front, dont le point culminant fut une réunion des Ministres des Affaires Étrangères à Gaborone, Botswana en mai 1979, qui a organisé une réunion des ministres responsables pour le développement économique.

La réunion fut rassemblée à Arusha, Tanzanie, en juillet 1979,

Cependant, peu a été fait pour rendre hommage aux leaders qui ont dédié leur vie aux idéaux pour parvenir à la liberté politique et renforcer l’intégration économique régionale.

Dans un communiqué publié à la conclusion du 34Ième Sommet SADC tenu aux Chutes Victoria, Zimbabwe, les leaders de la SADC “ont souligné la nécessité d’honorer de manière appropriée les

Leaders Fondateurs qui ont joué un rôle important dans la libération de l’Afrique, au niveaux régional et continental.”



Lusaka, 1er avril 1980. Derrière à partir de la gauche: Dick Matenje (Malawi), Robert Mugabe (PM-Désigné du Zimbabwe), Rt Hon. Prince Mabandla Dlamini (Swaziland), Hon. Mooki Molapo (Lesotho). Devant à partir de la gauche: S.E. José Eduardo dos Santos (Angola), S.E. Sir Seretse Khama (Botswana), S.E. Dr. Kenneth Kaunda (Zambie), S.E. Samora Machel (Mozambique), S.E. Mwalimu Julius Nyerere (Tanzanie).

Le nouveau président de la SADC, Président R.G. Mugabe du Zimbabwe, a déclaré que la région n’aurait pas été la même sans la vision des pères fondateurs.

“Ce sont eux qui ont formé cette organisation, un organe sur la force de ceux dont les estimations se sont concrétisées et d’où provient la liberté politique,” déclara-t-il, ajoutant, “mais nous n’avons pas beaucoup fait pour rendre hommage à nos pères fondateurs.”

Il expliqua que les pères fondateurs, en particulier l’ancien Président Tanzanien Mwalimu Julius Nyerere, eut à

supporter le plus gros fardeau de libération de l’Afrique en abritant les combattants de la libération dans son pays et en leur offrant assistance logistique et militaire.

“Aidez nous, aidez moi en tant que nouveau président de la SADC afin que nous respections Mwalimu au sein de l’Union Africaine,” déclara le Président Mugabe.

L’UA a honoré certains de ses héros tels que feu Kwame Nkrumah du Ghana et Nelson Mandela de l’Afrique du sud en nommant des sections de son siège à Addis Ababa, Éthiopie en leur honneur.

Le Président namibien sortant, Hifikepunye Pohamba, a partagé ce sentiment, ajoutant qu’un autre grand honneur pour les pères fondateurs est de préserver leurs idéaux pour les générations à venir.

“Il y a trente-quatre ans, les fondateurs de la SADC ont articulé la vision pour que nos peuples progressent vers une plus grande unité et intégration,” dit-il.

“J’encourage les dirigeants et les citoyens de la SADC à continuer à marcher dans les pas de leurs prédécesseurs vers l’intégration universelle, l’unité et l’harmonie pour notre peuple.” □

menant à la naissance l’année suivante de la Conférence pour la Coordination du Développement en Afrique Australe (SADCC), précurseur de la SADC.

La SADCC fut établie le 1er avril 1980 par neuf états indépendants de l’Afrique australe qui signèrent une Déclaration intitulée “Afrique Australe: Vers la Libération Économique” – Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Les objectifs principaux sont de:

- de réduire la dépendance des États Membres, surtout mais pas exclusivement sur l’Afrique du sud apartheid;
- exécuter les programmes et projets avec un impact national et régional;
- mobiliser les ressources des États Membres dans la quête pour une autosuffisance collective; et,
- obtenir compréhension et soutien international.



La transformation fut accomplie en août 1992, lorsque les Chefs d’États et de Gouvernement de la SADCC se sont réunis à Windhoek, capitale de la République de la Namibie récemment indépendante, où ils ont signé une Déclaration et un Traité instaurant la SADC.

Les leaders ont réalisé que, bien que la conférence de coordination leur ait bien profité et ait démontré la nécessité cruciale de coopérer dans leurs efforts de développement, il est temps de donner à l’organisation un statut juridique plus officiel.

Depuis son commencement, la SADC a apporté le cadre juridique pour la coopération parmi les États Membres, et a inculqué un sentiment d’appartenance régionale ainsi qu’une tradition de consultation parmi les peuples et les gouvernements de l’Afrique australe. □

La SADC se concentre sur les projets de haute priorité d'un montant de US\$4 milliards

par Joseph Ngwawi

LA SADC a identifié au moins neuf projets haute priorité de transmission d'énergie en Afrique australe évalués à plus de US\$4 milliards pour promotion et commercialisation aux investisseurs.

Les neuf projets sont à divers stades de développement et incluent le Projet phare de l'Inter connecteur ZiZaBoNa qui selon le Secrétariat de la SADC sera exécuté par le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie.

D'autres projets de haute priorité incluent le Corridor de Transmission Centrale (CTC), le Projet de Base du Mozambique, l'Inter connecteur Zambie-Tanzanie-Kenya ainsi que le projet de l'Inter connecteur Namibie-Angola connectera la Tanzanie et l'Angola au Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

Le Directeur de l'Infrastructure et des Services, Remmy Makumbe a annoncé qu'une commission paritaire d'organisation des services publiques composée de cadres de la Direction de l'Électricité du Zimbabwe - Zimbabwe Electricity Authority (ZESA) et ESKOM de l'Afrique du sud a été instaurée afin de guider le projet CTC et que des termes de référence provisoires pour les équipes techniques et commerciales aient été développés.

"ZESA, en conjonction avec ESKOM, étudie la configuration et la capacité, et examine toutes les options techniques possibles disponibles pour le projet CTC afin d'accroître la capacité du réseau de transfert," a-t-il dit.

Le Pool Énergétique de l'Afrique Australe, qui coordonne la planification, la génération, la transmission et la commercialisation de l'électricité au nom des services publiques dans la région, a complété le processus de soumission pour le projet ZiZaBoNa en mai 2013 et l'on rapporte que plusieurs investisseurs ont exprimé de l'intérêt dans le développement de l'inter connecteur de transmission d'électricité.

Le projet d'inter connecteur de transmission a la capacité d'augmenter le pouvoir commercial parmi les services publics participants, ainsi que de fournir une route alternative pour décongestionner le corridor existant de transmission centrale qui passe par le Zimbabwe.

Le projet ZiZaBoNa est un exemple de coopération et d'intégration régionales, et son exécution sera un énorme avantage pour garantir que la plupart des pays de la SADC puissent partager le surplus d'électricité.

Dans le cadre de l'accord ZiZaBoNa signé en 2008, les services publics d'électricité des quatre pays sont supposés financer les portions du projet qui tombent dans leurs frontières nationales, c'est-à-dire, ZESA, Zambia Electricity Supply Corporation (Corporation d'Approvisionnement en Électricité de la Zambie), Botswana Power Corporation (Corporation d'Électricité du Botswana) et Namibia Power Company (Compagnie d'Électricité de la Namibie).

La capacité initiale de l'inter connecteur de transmission sera de 300 megawatts (MW), qui sera plus tard augmentée à 600MW.

Le projet sera exécuté en deux phases. La première phase couvrira la construction d'une ligne de 120-kilomètres, 330 kilovolt (kV) à partir de la Centrale Énergétique de Hwange aux Chutes Victoria ou une station de substitution sera construite du côté du Zimbabwe. La ligne sera étendue à la sous-station de Livingstone en Zambie.

La seconde phase impliquera la construction d'une ligne de 300 km, une ligne de 330kV à partir de Livingstone à Katima Mulilo en Namibie, en passant par Pandamatenga au Botswana. L'inter connecteur Zimbabwe-Zambie sera construit comme ligne de haut voltage avec une capacité de transmission de 430kV.

Cependant, il fonctionnera comme une ligne de 330kV durant la première phase. Lorsque pleinement opérationnel, l'inter connecteur ZiZaBoNa de transmission permettra,



LA SADC travaille à améliorer l'approvisionnement et l'efficacité en énergie

LA RÉGION SADC a intensifié ses efforts pour renforcer la capacité en énergie. Cette édition de *Southern Africa Today* (Afrique Australe) pour améliorer l'approvisionnement en électricité et l'efficacité

entre autres, à NamPower d'importer de l'électricité vers la Namibie directement à partir de Hwange au Zimbabwe. Actuellement l'électricité provenant de la Centrale de Hwange est acheminée vers la Namibie en passant par l'Afrique du sud.

En ce qui concerne le CTC au Zimbabwe, le projet implique la construction de lignes d'électricité afin d'augmenter la capacité de transfert nord-sud du réseau zimbabwéen de 200kV à 600kV.

Ce corridor est essentiel pour la SADC, puisque la majorité des services publics de la région utilisent le réseau du Zimbabwe pour leurs transactions en électricité.

Le projet suppose le développement de lignes de transmission à partir d'Alaska vers Sherwood, Bindura vers Mutorashanga, et Marvel vers Insukamini au Zimbabwe.

Un compresseur statique sera construit dans les sous-stations de Dema et Sherwood. Le coût pour le projet est d'environ US\$100 millions.

Le projet Base de Transmission Régionale du Mozambique (STE) consistera en une ligne de transmission double à partir de la Province de Tete au centre du Mozambique vers Maputo au sud du Mozambique et le réseau énergétique SAPP régional interconnecté.

L'STE transportera l'électricité générée dans les nouvelles centrales hydroélectriques à partir de Mphanda Nkuwa (1500 MW) et Cahora Bassa (Rive Nord, 1245 MW) au Mozambique vers les plateformes commerciales.





ÉNERGIE AUSTRALE

Approvisionnement en électricité et

Capacité de produire plus d'électricité et d'encourager l'efficacité (Aujourd'hui) mets en avant certaines des initiatives entreprises en énergie dans la région.

L'ossature du projet comprendra une ligne HVAC de 400kV et une ligne de 800 kV pour approvisionner les zones principales de consommation à l'intérieur du Mozambique et connecter avec le marché sud africain. Le coût est évalué à US\$2,8 milliards.

Makumbe a annoncé que des négociations pour un accord de développement commun sont en cours entre le service publique mozambicain et tierces parties. Un véhicule spécial dédié est en cours d'instauration, avec des négociations prenant place sur l'actionnariat. □

Problème énergétique de la SADC Le contrôle de la gestion est essentiel pour aborder les pénuries

par Kizito Sikuka

LA PÉNURIE actuelle d'énergie qui sévit dans la majorité des pays de l'Afrique peut être traitée au moyen d'une variété de mesures y compris la construction de nouvelles centrales de génération d'énergie.

Cependant, une autre mesure critique activement poursuivie par la SADC afin de stopper les pénuries d'électricité qui date de 2006 est de réduire la demande pour l'énergie dans la région en gérant la charge énergétique existante.

Cette option communément référée comme Aspect de Gestion de la Demande (DSM) pourrait effectivement permettre à la SADC de traiter les problèmes à court terme, tout en mobilisant des ressources pour développer de nouveaux projets de production d'énergie qui ajouteraient plus d'énergie sur le réseau régional.

A cet égard, le 34^{ème} Sommet SADC a exhorté les États Membres à "fournir le soutien politique nécessaire pour exécuter le programme de l'Aspect de Gestion de la Demande, y compris le bannissement d'ampoules incandescentes."

Le programme DSM fut initié il y a quelques années par le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) afin de garantir que la région puisse gérer sa situation énergétique.

Dans le cadre du programme DSM, au moins quatre initiatives ont été identifiées afin de garantir que la région soit stable pour gérer sa charge existante d'énergie.

Il s'agit de l'introduction de Lampes Compactes Fluorescentes (CFLs), d'Éclairage Commercial (CL), Contrôle de la Charge d'Eau Chaude (HWLC) et Chauffe-eaux Solaires (SWH).

Par exemple, le transfert des ampoules électriques traditionnelles aux CFLs et CL a été efficace dans la majorité des pays SADC puisqu'ils ont beaucoup réduit l'utilisation d'électricité dans les foyers et empêcher les émissions de gaz de serre qui contribuent au changement climatique.

Les recherches montrent que l'éclairage résidentiel compte pour environ 20 pourcent de la facture moyenne d'électricité ménagère dans la région de la SADC.

Cependant, comparé aux ampoules incandescentes, les CFLs ont reflété une économie de 80 pourcent de consommation d'électricité.

Les CES (SWH) ont également la capacité de garantir la disponibilité d'énergie dans la région, tandis que l'usage du solaire conservera d'autres formes d'énergie telles qu'hydro-électrique et thermique, qui sont communément utilisées dans la région.

Des données disponibles montrent que l'énergie utilisée dans les zones résidentielles est consommée par les chauffe-eaux, plaçant un énorme fardeau sur les sources traditionnelles d'énergie.

De même, le programme HWLC poursuivi par SAPP a permis aux consommateurs d'installer des interrupteurs de contrôle de la charge qui coupe automatiquement l'électricité durant les périodes de pointes ou lorsque les appareils tels que les geysers ont atteint leur demande maximum.

Eskom de l'Afrique du Sud et la Corporation d'Énergie du Botswana ont déclaré des économies de 130 mégawatts (MW) et 40MW, respectivement, du programme HWLC.

Selon la Brochure du 34^{ème} Sommet SADC, l'Afrique Australe a réalisé des gains cumulatifs d'environ 4 561MW à partir des programmes DSM entre 2009 et 2013.

Le gros des économies, pour un total d'environ 3 461MW, a émané du programme des CFLs. Le programme d'éclairage commercial a contribué des économies de 700MW.

Il est envisagé que la région SADC épargnera plus de 6 000MW d'ici 2018 si de telles initiatives sont exécutées comme prévu.

Le programme DSM projette d'inclure une campagne d'éducation publique dont l'objectif primaire serait d'augmenter la sensibilisation sur l'efficacité énergétique.

D'autres mesures à considérer comprennent l'usage de tarifs à coût-réel, tarifs par durée d'usage, tarifs d'introduction d'énergie renouvelable ainsi que l'introduction d'amendes pour l'usage inefficace d'électricité par les clients.

Les tarifs à coût réel encouragent la population à transférer leur consommation d'électricité des heures de pointes aux périodes creuses en ajustant le taux appliqué à certaines heures de la journée.

Le concept de tarification de durée d'utilisation est lorsque les tarifs d'électricité sont fixés pour une période de temps spécifique sur une base de facturation par anticipation ou à terme, ne changeant généralement pas plus de deux fois par an. □



La SADC approuve le Protocole sur La Gestion Environnementale pour un Développement Durable

par Admire Ndhlovu

L'APPROBATION DU Protocole sur la Gestion Environnementale pour le Développement Durable représente un progrès important vers la promotion de l'usage durable et la gestion de l'environnement en Afrique australe.

Le Protocole fut approuvé par le 34^{ème} Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC tenu en août aux Chutes Victoria, Zimbabwe, et visant à harmoniser les instruments existants qui traitent avec les problèmes environnementaux.

A ce jour, la SADC a eu plusieurs protocoles portant sur divers aspects de l'environnement. La plupart étaient de nature sectorielle et ne prenaient pas une approche holistique vers l'usage et la gestion durables de l'environnement.

Il s'agit du Protocole sur la Préservation de la Faune et de la Flore et l'Application de la Loi approuvé en 1999, le Protocole Révisé sur les Cours d'Eau Communs (2000), ainsi que le Protocole sur l'Exploitation Minière (1997) et le Protocole sur l'Énergie (1996).

Cependant, l'adoption du Protocole sur la Gestion Environnementale pour le Développement Durable est une phase importante dans le processus d'harmonisation des lois qui traitent les problèmes environnementaux.

Les objectifs du protocole sont de renforcer la protection de l'environnement afin de contribuer à la santé humaine, le bien-être et la réduction de la pauvreté, et de promouvoir une utilisation équitable et durable des ressources naturelles et culturelles dans l'intérêt des générations présentes et futures.

De plus, il cherche à promouvoir la gestion commune de l'environnement et des ressources naturelles transfrontalières.

Un autre objectif est de promouvoir une gestion et



réponse efficaces aux impacts du changement et de la variabilité climatique.

Pour atteindre ces objectifs, les Parties Étatiques devront coopérer en contribuant vers le développement durable grâce à l'adoption de principes et procédures de gestion environnementale fermes, facilitant la valeur ajoutée et la valorisation des ressources naturelles de la région pour maximiser les bénéfices, et promouvoir le commerce de produits et services environnementaux pour le développement de leurs économies.

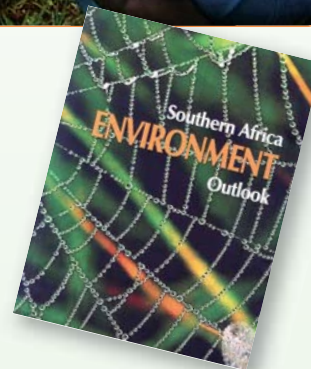
Les États Membres de la SADC sont supposés harmoniser leurs lois, politiques, plans et programmes sur la gestion environnementale.

Il est également nécessaire pour les pays membres d'harmoniser les standards, processus et procédures avec une référence particulière à la gestion environnementale régionale et transfrontalière.

Le Protocole reconnaît la nécessité de continuellement garder sous révision le statut de l'environnement de la région.

A ce titre, les pays devront contribuer à la production d'un tel statut régulier des rapports environnementaux et développer les indicateurs environnementaux appropriés pour superviser les tendances environnementales clés pour la région SADC.

Au niveau régional le dernier statut du rapport sur l'environnement, *Perspective sur*



l'Environnement en Afrique Australe, fut lancé en 2009.

D'autres mesures à mettre en place incluent la promotion de la gestion et le contrôle de la dissémination d'espèces étrangères envahissantes et de la gestion transfrontalière des déchets et des substances dangereuses.

Des clauses spécifiques sont rédigées pour aborder les problèmes concernant la qualité de l'air, les ordures et la pollution, la gestion de produits chimiques, la biodiversité et l'héritage naturel, l'héritage culturel, la gestion foncière durable, les ressources des eaux marines et fluviales et le changement climatique.

Selon le protocole, la mise en oeuvre sera essentiellement au niveau national. Cependant, dans le cas de ressources communes et de problèmes de nature régionale, les pays membres devront coopérer entre eux afin de garantir que les "objectifs de ce Protocole soient atteints."

Les institutions établies pour la mise en oeuvre du protocole

sont la Commission des Ministres Responsables de l'Environnement, la Commission des Cadres Supérieurs Responsables de l'Environnement, la Commission Technique sur la Gestion Environnementale, ainsi que d'autres Commissions Spécialisées et des Groupes de Travail.

Des efforts vers un protocole environnemental dans la région SADC remontent à la période suivant le Sommet de Rio de 1992, lorsque les Ministres SADC de l'Environnement ont convenu, lors de leur réunion à la Ville du Cap, Afrique du Sud en 1999 - d'adopter un Protocole sur l'Environnement.

Ils ont guidé le Secteur SADC pour la Gestion de l'Environnement et des Terres (ELMS) de l'époque dans le but de développer un protocole environnemental régional.

Cela du fait que la majorité des pays de la SADC dépendent énormément de l'exploitation des ressources naturelles et de l'environnement pour leur développement économique.

A cet égard, il était nécessaire pour la région de mettre en place des mesures et des stratégies qui font la promotion de la gestion et l'exploitation durables des ressources naturelles, qui sont communes à plusieurs pays.

Le protocole est également crucial du fait qu'il aiderait à incorporer et intégrer la gestion environnementale dans le développement économique.

Auparavant, les instruments gouvernant le processus de développement socio-économique a eu tendance à ignorer les questions environnementales, d'où la dégradation environnementale, la pollution ainsi que la perturbation des écosystèmes cruciaux tels que les marécages.

Le nouveau protocole vise donc à renforcer la protection de l'environnement tout en contribuant à la santé de l'être humain, au bien-être et à la réduction de la pauvreté. □

Information climatique et développement de la résilience

SADC s'attend à recevoir de bonnes pluies

L'AFRIQUE AUSTRALE est supposée recevoir de bonnes pluies pour la saison agricole 2014/15.

Cette prévision a été faite par le 18ième Forum sur la Perspective Climatique en Afrique Australe (SARCOF-18) qui s'est réuni fin août à Windhoek, Namibie afin de présenter un consensus sur la perspective climatique saisonnière pour la saison des pluies 2014/2015 dans la région.

Selon les prévisions, une grande partie de l'Afrique Australe devrait recevoir des pluies favorables (normales à supérieur à la normale), suffisamment pour que la plupart des cultures atteignent la phase de maturité d'ici la fin de la saison, indiquant que la SADC pourrait encore enregistrer une bonne récolte.

Une pluviométrie supérieure à la normale est définie comme étant dans le tiers le plus humide de la quantité moyenne de pluie enregistrée durant la période de 30 ans, entre 1971 et 2000, alors qu'inférieur à la normale se situe dans le tiers le plus sec de la quantité de pluie, et normal se situe dans le moyen tiers.

Les experts en climatologie ont divisé la saison des pluies en quatre périodes de trois mois qui se chevauchent.

Il s'agit d'octobre-décembre 2014 (OND), novembre 2014-janvier 2015 (NDJ), décembre 2014-février 2015 (DJF), et janvier - mars 2015 (JFM).

Les zones ayant des possibilités accrues de recevoir des pluies normales à supérieures à la normale dans la période OND incluent le Mozambique, le sud-ouest et le nord-est de la Tanzanie, et presque tout le Malawi.

D'autres zones incluent la plus grande partie de la RDC et de l'Angola, presque tout le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana, l'Afrique du Sud, le Swaziland, ainsi que le sud de Madagascar.

Cependant, les agriculteurs dans les zones susceptibles de recevoir de bonnes pluies sont tout de même supposés équilibrer les cultures entre les variétés de semences qui mûrissent tardivement et celles qui sont précoces dans le but de pallier aux incertitudes des tendances climatiques.

La plantation des deux variétés à maturité précoce et tardive aide les agriculteurs à produire une récolte décente en cas de déficit pluviométrique.

Des possibilités accrues de pluies abondantes (supérieures à la normale à normal) sont attendues dans la moitié nord-est de la Tanzanie, l'extrême sud-ouest de l'Angola et les zones côtières ouest de la Namibie, l'Afrique du Sud et Les Seychelles.

Cependant, durant cette période, l'extrême nord de la RDC, le nord de Madagascar et de l'Île Maurice vont probablement recevoir des pluies inadéquates (normales à inférieures à la normale).

Dans de telles zones, les variétés de semences à maturation précoces sont les plus idéales puisque les semences prennent généralement un temps plus court pour mûrir.

Dans la période NDJ, la plus grande partie de la région recevra probablement des pluies normales

à supérieures à la normale, tandis que la plus grande partie de la RDC et les parties de l'extrême nord de l'Angola recevront probablement des pluies normales à supérieures à la normale.

La plus grande partie de la SADC et des états insulaires vont probablement recevoir des pluies normales à supérieures à la normale durant la période DJF.

Pour la période JFM, la plus grande partie de la SADC est supposée recevoir des pluies normales à supérieures à la normale.

Cependant, la plus grande partie de la RDC, l'extrême nord de l'Angola et de l'Île Maurice vont probablement recevoir une pluviométrie normale à inférieure à la normale.

Les agriculteurs et autres usagers ont été encouragés à continuer à obtenir soutien et informations récentes de la part leurs responsables d'extension agricole sur les conditions locales et

les services nationaux de météorologie.

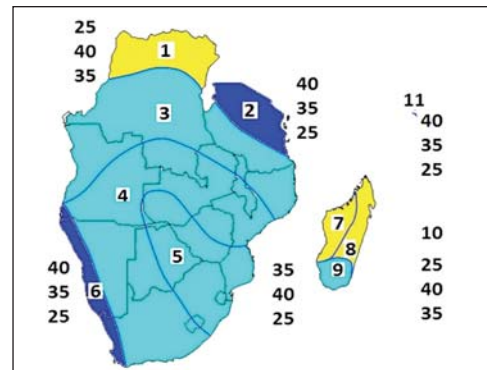
De plus, les agriculteurs des régions susceptibles de recevoir des pluies insuffisantes devraient pratiquer l'agriculture de préservation qui consiste en une perturbation minimale du sol de manière à conserver plus longtemps l'humidité disponible.

SARCOF-18 a également pris en compte l'Oscillation Australe d'El Niño (ENSO), qui est actuellement en phase neutre, mais des fluctuations sont prévues.

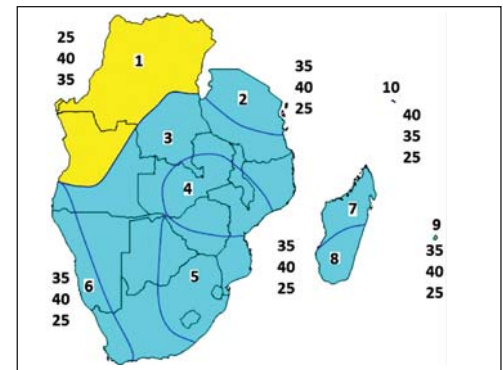
Les conditions pour El Niño se développent lorsque les eaux chaudes du Pacifique tropical s'étendent vers l'est en changeant simultanément les plus composantes de la pression atmosphérique.

Dans les années précédents, les événements El Niño ont été associés avec les conditions de sécheresses prévalant dans la plus grande partie de l'Afrique australe. □

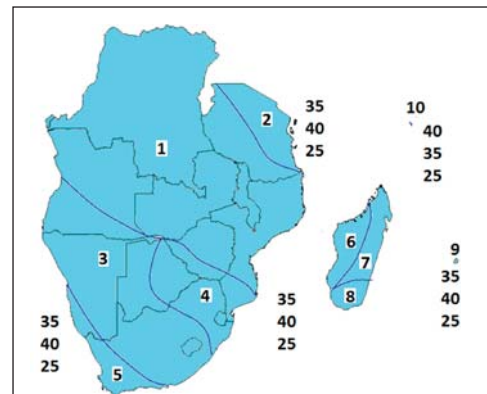
Octobre-Novembre-Décembre 2014



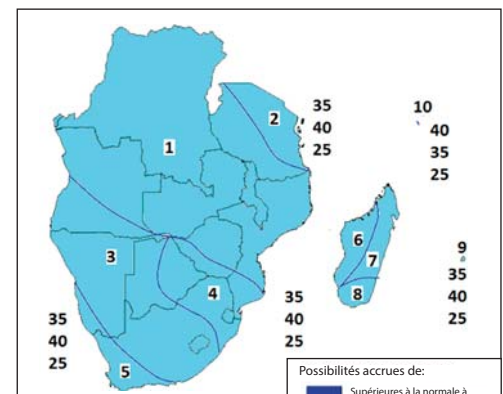
Novembre-Décembre 2014-Janvier 2015



Décembre 2014-Janvier-Février 2015



Janvier-Février-Mars 2015



Pour chaque zone, les chiffres indiquent des probabilités de pluviométrie dans chacune des trois catégories, inférieures à la normale, normales à supérieures à la normale. Le chiffre du haut indique la probabilité de pluie dans la catégorie supérieure à la normale, le chiffre du milieu représente la catégorie normale et le chiffre du bas est pour inférieur à la normale.

Possibilités accrues de:

- Supérieures à la normale à normale
- Normales à supérieures à la normale
- Normales à inférieures à la normale
- Inférieures à la normale à normales



La SADC sert d'intermédiaire dans le conflit politique du Lesotho

LA SADC a nommé un facilitateur au Royaume du Lesotho afin de travailler avec le gouvernement de coalition du pays pendant que ce dernier met en place un plan pour restaurer la stabilité politique dans le pays.

Le gouvernement de coalition du Lesotho mené par le Premier Ministre Thomas Thabane a été confronté à quelques problèmes depuis sa formation en 2012, et la situation s'est aggravée à la suite d'un présumé complot de coup d'état par l'armée du Lesotho, le 30 août.

Réunis le 15 septembre à Prétoria, Afrique du sud afin de discuter et examiner la situation au Lesotho, le Sommet de la Double Troïka SADC a chargé le Président Adjoint Sud-Africain, Cyril Ramaphosa d'agir en tant que facilitateur SADC au Lesotho.

Ramaphosa sera soutenu par le Secrétariat de la SADC et une équipe d'experts des États Membres de la Troïka pour faciliter la rétablissement de la stabilité politique et de la sécurité au Lesotho, à court et à long terme.

Les membres de la Troïka sont le Zimbabwe (président de la SADC), le Botswana (président adjoint) et le Malawi (président sortant). Les autres sont l'Afrique du Sud (président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité), le Lesotho (adjoint) et la Namibie (président sortant).

"Le Sommet a exhorté les leaders du Gouvernement de Coalition à travailler ensemble pour appliquer d'urgence les déclarations de Windhoek et de Prétoria en particulier la suppression de la prorogation

du Parlement dans le délai convenu, durant lequel le focus devra être placé dans la préparation des élections à terme," lit une partie de la déclaration publiée par la Double Troïka.

"A cet effet le Gouvernement de Coalition travaillera de concert avec le Facilitateur en abordant tous les problèmes politiques et de sécurité dans la préparation des élections à terme."

Les leaders de la coalition ont convenu d'avancer la date des élections de 2017 à la date convenue après consultations avec les autres intervenants. La récente crise politique au Lesotho a apparemment été déclenchée lorsque Thabane, confronté à un vote de défiance de censure, a suspendu le Parlement en juin.

Une autre raison citée concernant le récent conflit est la décision de Thabane de licencier le commandant des Forces de Défense du Lesotho, Kennedy Tlali Kamoli, et de le remplacer par Maaparankoe Mahao.

Le Lesotho a une longue histoire de confrontation interne, remontant à l'indépendance en octobre 1966 lorsque le pays était une île entourée par l'océan ----apartheid de l'Afrique du Sud.

Plusieurs de ces conflits ont nécessité l'intervention régionale par la SADC, et le Sommet de la Double Troïka a "fait l'éloge de tous les États Membres qui ont déployé ou promis de déployer des officiers au Lesotho," afin de contrôler la situation actuelle.

La République Démocratique du Congo et la République Unie de Tanzanie, ainsi que le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax étaient également présents au Sommet de la Double Troïka. □

Soutien pour la revendication de l'île Maurice sur l'Archipel de Chagos

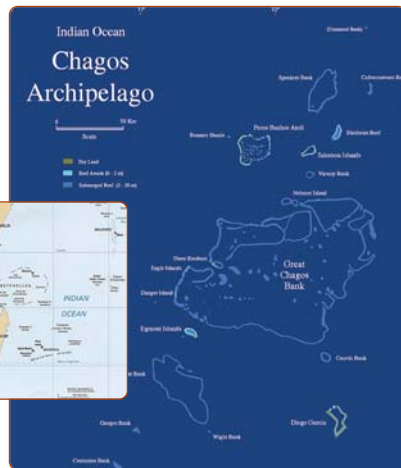
LA SADC s'est ralliée à l'île Maurice dans sa lutte pour réclamer la souveraineté sur l'Archipel de Chagos qui a été au centre d'une dispute avec le Royaume Unie.

Avant d'accorder l'indépendance en 1965, à l'île Maurice, le RU a séparé l'Archipel de Chagos de l'île Maurice et pris les îles d'Aldabra, Farquhar et Desroches Des Seychelles pour former le Territoire de l'Océan Indien.

Les îles furent officiellement établies en tant que territoire d'outre-mer du RU le 8 novembre 1965.

Aldabra, Farquhar et Desroches ont été remises aux Seychelles en juin 1976, suite son indépendance.

Le gouvernement mauricien a déclaré qu'il ne reconnaît pas le Territoire Britannique de l'Océan Indien, que la RU a créé en excisant l'Archipel de Chagos avant l'indépendance, et a insisté pour que l'archipel, y compris Diego Garcia, forment une partie intégrale du territoire de l'île Maurice dans le cadre de la



législation mauricienne et du droit international.

Il existe un organe puissant du droit international et une opinion qui soutiennent cette position, mais le RU considère Diego Garcia comme point stratégique pour le cargo maritime et la sécurité, et loue une partie de l'île à l'armée des États Unis.

La Constitution de l'île Maurice déclare que que les îles de l'île Maurice, notamment: Rodrigues, Agaléga, Cargados, Carajos et l'Archipel de Chagos, y compris Diego Garcia et

d'autres îles composent l'État de l'île Maurice.

Rassemblés durant leur 34 ième Sommet aux Chutes Victoria, Zimbabwe en août, les dirigeants de la SADC ont promis leur soutien complet à l'île Maurice dans son litige contre le RU.

"Le Sommet a exhorté tous les États Membres à soutenir pleinement la Revendication Légitime de la République de l'île Maurice pour la restauration de sa souveraineté sur l'Archipel de Chagos sans laquelle la décolonisation totale de l'Afrique n'est pas complète," déclarèrent les leaders de la SADC dans un communiqué.

L'île Maurice a lancé son défi juridique il y a plus de trois ans et est confiante qu'un jugement en sa faveur pourrait mener au dénouement de la revendication de l'ère coloniale de la Grande Bretagne et éventuellement le retour de centaines d'insulaires exilés qui avaient été forcés de quitter l'archipel. Beaucoup résident désormais en Grande Bretagne ou à l'île Maurice. □



Accord de paix avant les élections du Mozambique

PRÉSIDENT ARMANDO Guebuza du Mozambique a signé un accord avec le leader du Renamo, Afonso Dhlakama, signalant la fin de deux années d'hostilités par Renamo dans le centre du pays.

L'accord de paix fut signé le 5 septembre dans la capitale Maputo lors d'une cérémonie à laquelle étaient présents des ministres du gouvernement, des membres de l'Assemblée Nationale y compris ceux des partis politiques Frelimo et Renamo, et des diplomates accrédités au Mozambique.

L'accord consiste en quatre documents, couvrant un arrangement sur la cessation des hostilités entre Renamo et les



Président Armando Guebuza et leader du Renamo Afonso Dhlakama signent le récent traité de paix du Mozambique..

forces gouvernementales; un protocole entre Renamo et le gouvernement; un document soulignant les termes de références pour les observateurs internationaux qui superviseront

la cessation des hostilités; et l'intégration des combattants du Renamo dans les forces de police et de l'armée.

"La signature de l'accord suscite les espoirs légitimes pour

les mozambicains d'avoir une meilleure existence. Notre population attend de tous les intervenants politiques qu'ils respectent la Constitution, et espère également que toutes les libertés et les progrès dont elle a jouit dans le passé continueront," expliqua Guebuza durant la cérémonie de signature.

Dhlakama, qui est retourné à Maputo le 4 septembre après avoir élu résidence à la base du Renamo au centre du Mozambique pendant plus d'une année, annonça qu'il était satisfait d'avoir signé l'accord, ce qui lui permettra de participer aux prochaines élections fixées pour le 15 octobre.

La campagne électorale, dans laquelle il figure en tant que candidat présidentiel, a déjà commencé. Guebuza ne se présentera pas aux élections puisque conformément à la Constitution, il termine son second mandat quinquennal en tant que Président.

"L'accord signé aujourd'hui couvre la totalité des demandes principales du Renamo, qui englobent la loi électorale. Elle garantit la transparence dans le processus électoral à partir du jour des élections jusqu'à l'annonce des résultats," expliqua Dhlakama.

De convier Dhlakama à Maputo et d'organiser une réunion avec le Président mozambicain fut un effort international, et il était accompagné dans l'avion par les Ambassadeurs d'Italie, Portugal, États Unis, ainsi que les Hauts Commissaires du Botswana et de la Grande Bretagne.

Le parti Frelimo, duquel Guebuza demeure le président, sera représenté par Filipe Nyussi, leur candidat présidentiel. Nyussi est actuellement le ministre de la défense.

Un autre contestant aux élections est le Mouvement Démocratique du Mozambique mené par le maire de Beira, Daviz Simango, qui s'est séparé du Renamo en 2009. □

Botswana Élections prévues pour le 24 Octobre

PRÉSIDENT IAN Khama a choisi le 24 octobre comme date pour les élections nationales, qui seront étroitement contestées.

Plusieurs partis de l'opposition ont formé une alliance sous l'égide de l'Organisation pour le Changement Démocratique mené par Duma Boko.

Selon les analystes, cela est de loin la coalition la plus puissante qui prend part aux élections nationales depuis l'indépendance en 1966.

Cependant, le Parti Démocratique du Botswana au pouvoir (BDP) dirigé par Khama est confiant qu'une fois encore il émergera victorieux.

"Toujours un seul parti," et "Toujours le plus grand parti du Botswana" sont certains des slogans utilisés sur le site web du BDP.

Khama est également encouragé par le soutien que son parti a reçu ces dernières années, d'où sa décision de se présenter pour réélection.

"Camarades et compatriotes, encore un fois, je me présente devant vous afin de vous demander en toute humilité

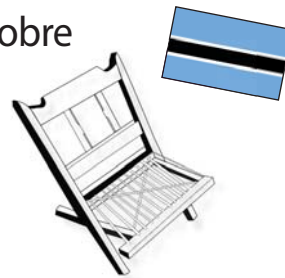
votre mandat pour diriger cette nation bien-aimée pour un second terme," déclara Khama dans un avant propos du manifesto du BDP.

"Votre confiance dans le Parti Démocratique du Botswana n'a pas vacillé durant les cinq dernières décennies et je vous en suis reconnaissant."

La période précédant les élections fut gâchée par la mort d'un leader de l'opposition lorsque Gomolemo Motswaledi du Mouvement du Botswana pour la Démocratie (BMD) a péri dans un accident de voiture en août dans ce que l'opposition revendique comme circonstances suspicieuses.

Cependant, la police a écarté l'hypothèse d'un meurtre, annonçant que "l'enquête a révélé que la mort de Motswaledi était le résultat d'un accident de la route provoqué par aucun acte criminel."

Le Botswana utilise un système électoral majoritaire à un tour à circonscription unique pour l'élection de Membres du Parlement. Les MP élus agissent en tant que collège électoral pour choisir le Président.



Un total de 824 073 électeurs se sont inscrits pour voter contre une population estimée à 1,4 million d'électeurs éligibles.

389 870 d'entre eux (presque 50 pourcent) sont des jeunes, ce qui signifie que la population jeune aura son mot à dire concernant l'émergence d'un vainqueur éventuel.

Un nombre de partis politiques et de candidats indépendants sont supposés participer. Dans les dernières élections tenues en 2009, sept partis et 15 candidats indépendants ont pris part aux élections, qui a vu le BDP gagner 45 des 57 sièges élus.

Le Parlement du Botswana a 63 sièges, desquels 57 sont pourvus par votes directs. Il y a quatre sièges réservés pour le parti majoritaire au Parlement, tandis que le Président et le Garde des Sceaux sont membres de droit. □



La SADC est prête à établir le plus grand marché intégré d'Afrique

par Kizito Sikuka

L'AFRIQUE AUSTRALE est engagée à finaliser les négociations pour établir une Zone Tripartite de Libre Échange qui couvrira 26 pays en Afrique de l'est et australe.

Le projet de Zone Tripartite de Libre Échange, connue sous l'appellation, la Grande ZLE, concerne trois communautés économiques régionales -- le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), et la SADC.

Selon un plan développé par COMESA-EAC-SADC, la Grande ZLE est supposée entrer en vigueur d'ici 2016.

Si elle se concrétise, le commerce intra-régional est supposé nettement augmenter et renforcer l'intégration régionale grâce à une amélioration du volume d'investissement et d'une compétition renforcée.

En fait, cet arrangement créera une population combinée de quelque 600 millions de personnes couvrant la moitié des états membres de l'Union Africaine (UA), et un Produit Intérieur Brut d'environ US\$1 trillion.

Le Directeur du Commerce, Industrie, Finance et Investissement de la SADC, Boitumelo Gofhamodimo expliqua durant le 34^{ième} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement tenu en août aux Chutes Victoria - Zimbabwe que la région est fin prête pour l'établissement de la tripartite ZLE.

"A part l'offre d'un plus grand marché, l'arrangement de commerce tripartite est essentiel puisqu'il permet aux pays de l'Afrique de l'est et australe d'harmoniser leurs politiques commerciales," précisa t-elle.

"Nous pensons conclure les négociations d'ici la fin de l'année," annonça Gofhamodimo, ajoutant que les pourparlers ont été retardés par une série de facteurs, y compris des ressources financières limitées.

"En tant que SADC, je pense que nous sommes prêts pour l'accord tripartite. C'est un accord crucial pour relancer le commerce et affermir l'intégration."

Les négociations en cours sont suivies de près par l'UA alors que d'autres communautés économiques régionales sur le continent souhaiterait apprendre de cette expérience.

L'ancienne vision de l'Afrique depuis 1963 jusqu'à la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) – précurseur de l'UA – a été d'avoir un continent uni et intégré.

Dans le cadre du Traité de la Communauté Économique Africaine signé en 1991, l'Afrique vise à établir une ZLE à l'échelle continentale et le projet d'accord commercial COMESA-EAC-SADC est considéré comme l'une des composantes pour l'objectif continental.

Par conséquent, une fois opérationnel, le projet de ZLE Tripartite sera utilisé comme point de référence pour une intégration régionale et continentale plus intense en Afrique.

Selon le plan adopté en juin 2011, les négociations pour la ZLE Tripartite seraient menées en trois phases différentes.

A ce jour, le Forum de Négociation Commerciale Tripartite (TTNF) a complété la phase préparatoire qui implique l'échange d'informations pertinentes, y compris l'application de tarifs nationaux et les données et mesures commerciales.

Cette phase visait à garantir l'adoption des termes de référence et des règles de procédure pour l'établissement de la TTNF.

Les négociateurs de la tripartite sont désormais en cours de conclure la phase 1, qui couvre les questions principales de la ZLE telles que la libéralisation tarifaire, les règles d'origine, les procédures douanières et la simplification de la documentation douanières, les procédures de transit, les barrières non-tarifaires, les solutions commerciales et autres barrières techniques au commerce et la résolution de dispute.

La facilitation de la circulation des entrepreneurs au sein de la région est en cours de négociation parallèlement à la première phase.

Phase deux, stade finale des négociations, commencera bientôt et couvrira la reprise des services et les problèmes relatifs au commerce tels que les droits à la propriété intellectuelle, la politique de compétition, le développement commercial et la compétitivité.

Selon le plan, toutes les négociations devraient être terminées dans les 36 mois. Par la suite, il est prévu que le COMESA-EAC-SADC inaugure une ZLE unique d'ici 2016, faisant fond sur les ZLEs déjà en place.

L'inauguration finale de la ZLE élargie aura pour résultat le fusionnement des trois sous-régions en une seule ZLE avec pour objectif d'établir à l'avenir une seule Union des Douanes. □



Le Commerce Intra-SADC est en hausse

LE COMMERCE Intra- SADC est en hausse et selon le Secrétariat de la SADC l'augmentation était évaluée à plus de US\$58 milliards en 2012 d'environ US\$13,8 milliards en 2000.

Cependant, ces chiffres se rapportent uniquement aux 12 pays qui appartiennent à la Zone SADC de Libre Échange. L'Angola, la République Démocratique du Congo et Les Seychelles ne sont pas encore membres de la ZLE.

Lorsque la totalité des 15 États Membres de la SADC sont inclus, les chiffres démontrent que le commerce intra-régional a augmenté par quatre d'environ US\$14 milliards en 2000 à plus de US\$66 milliards en 2012.

L'Afrique du sud est le plus gros partenaire commercial dans la région SADC. Par exemple, ses exports dans la région sont estimés à 40 pourcent de la totalité du commerce intra-régional.

D'autres pays exportateurs importants sont l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe.

En termes d'imports, le Botswana est le premier importateur régional, avec trois autres membres plus modestes de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) – Lesotho, Namibie et Swaziland. L'Afrique du sud est le cinquième et le plus important membre de la SACU. □

Octobre- Décembre 2014

Octobre 8-10, Namibie	3^{ème} Conférence Globale des Large Écosystèmes Marins Rassemblant les leaders internationaux de la gestion basée sur l'écosystème, la conférence vise à fournir une plateforme pour les pays dans le but de partager des expériences dans la mitigation et l'adaptation de politiques, en particulier pour les écosystèmes affectés par le changement climatique.
15 Mozambique	Élections Générales Les mozambicains iront aux scrutins afin de choisir de nouveaux dirigeants du gouvernement y compris le président et de nouveaux membres de l'Assemblée Nationale pour le prochain quinquennat, en utilisant un système électoral de représentation proportionnelle basée sur des listes de parti. Après avoir servi son second et dernier mandat, Président Armando Guebuza ne prendra pas part aux élections.
23-24, Afrique du sud	Indaba Solaire La conférence fournira des informations sur les mécanismes financiers nécessaires pour l'énergie solaire dans le but d'offrir une solution extensive aux pénuries d'électricité en cours en Afrique et au développement de l'infrastructure nécessaire pour soutenir une chaîne d'approvisionnement efficace entre les fournisseurs indépendants et les réseaux nationaux/régionaux.
24, Botswana	Élections Générales au Botswana Des membres de parlement et des représentants du gouvernement local seront élus le 24 octobre. Le pays utilise le système électoral majoritaire à un tour. Le parlement élu se réunit en collège électoral pour choisir un Président qui servira un quinquennat. La Chambre des Chefs Tribaux, le Ntlo ya Dikgosi, est un organe consultatif au parlement.
31, Angola	Session du Comité Exécutif du SAPP The Southern African Power Pool (SAPP) will discuss the general energy situation in the region at the 37th meeting of its executive committee. SAPP is a regional body that coordinates the planning, generation, transmission and marketing of electricity on behalf of SADC Member State utilities.
Novembre 1-3, Côte d'Ivoire	Conférence Economique Africaine 2014 La conférence offrira une opportunité unique pour les chercheurs, les décideurs et les praticiens du développement de l'Afrique et d'ailleurs, afin d'explorer les approches et structures existantes de génération de connaissance, l'efficacité de sa connaissance et les institutions novatrices dans le développement des compétences nécessaires, de la technologie et des capacités novatrices. Le thème est "Connaissance et Innovation pour la Transformation de la l'Afrique".
17-19, Ethiopie	Sommet Afrique sur l'Infrastructure résistante au Climat Le sommet vise à introduire aux représentants des états membres de l'Union Africaine des solutions pratiques et une coopération technique du secteur privé, des prestataires en technologie, des consultances et des prestataires de service. Ces éléments pourraient aider le continent à se préparer pour faire face aux impacts du changement climatique sur l'infrastructure dans les zones d'électricité, TIC, construction d'infrastructure, eau, et agriculture et sécurité alimentaire.
29, Namibie	Élections Générales Les namibiens iront aux scrutins le 29 novembre afin de choisir les leaders du gouvernement y compris un président, des membres du parlement et des représentants du gouvernement local pour le prochain quinquennat. Le Président en place, Hifikepunye Pohamba, ne se présentera pas aux élections après avoir servi son second mandat.
Décembre 1-12, Peru	COP 20 La 20 ^{ème} Conférence des Parties (COP 20) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique se réunira au Pérou afin de continuer les négociations vers un consensus global abordant les impacts du changement climatique. Malgré des progrès importants réalisés pour un accord contractuel, des divisions profondes demeurent pour l'avenir, en particulier sur des questions telles les niveaux d'émission de carbone, le financement de la climatologie, la technologie, et la capacité d'adaptation et la gestion des risques.



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No. 6

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majahaj, Anesu Ngadya, Anisha Madanhi

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2014

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 jewelrynewsnetwork.com, fotopedia.com, wordpress.com;
P2 herald.co.zw, wordpress.com; P4 herald.co.zw; P5 desk7.net, reliefweb.com,
sundaymail.com, fao.org, chronicle.co.zw; P6 wordpress.com, farmingfirst.com;
P7 zimmail.com, wfp.org; P8 wordpress.com; P9 ipsnews.com; P11 wordpress.com;
P12 daec.co.za, enca.com, subrygovender.com, malawicongressparty.com,
zimmail.com, mg.co.za; P13 un.org, usaid.gov, faceofmalawi.com, wordpress.com,
iisd.ca, wrcc.org, wordpress.com, citypress.co.za; P14 SADC, newsday.co.zw,
vehiclepassion.com; P16 wordpress.com, wikimedia.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

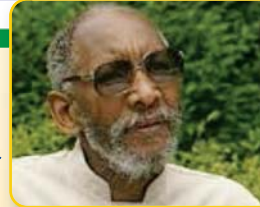



50 ans
1964 - 2014



Son Altesse Moshoeshoe Ier, fondateur de la Nation Basotho dans les années 1860s

Son Altesse Moshoeshoe II, leader de la nation Basotho lors de l'indépendance en 1966



Zambie Célébration du Jubilé d'Or

LA ZAMBIE célébrera 50 ans d'Indépendance, un demi siècle riche en évènement caractérisé par un dévouement altruiste pour la libération de l'Afrique Australe.

La lutte pour l'indépendance de la Zambie débuta dans les années 1940s lorsque les ouvriers africains, exaspérés par le refus du gouvernement colonial de leur accorder le droit d'adhérer aux syndicats et au lieu de cela de les consigner dans des "associations d'aide sociale", décida de former la Fédération des Associations d'Aide Sociale.

La fédération fut transformée en parti politique, le Congrès de la Rhodésie du Nord, qui fut changé en 1951 pour le Congrès National Africain de la Rhodésie du Nord (ANC) dirigé par Harry Nkumbula.

La naissance d'un groupe séparatiste, mené par un enseignant nommé Kenneth David Kaunda, augmenta la température politique dans la colonie britannique.

Le Congrès fut banni en 1959 et Kaunda fut jeté en prison. A sa libération, la même année, ses partisans formèrent le Parti pour l'Indépendance Nationale Unifiée (UNIP), installant Kaunda en position de leader.

L'UNIP prit un rôle moteur dans l'opposition à la Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland, qui a été formée en 1953 par le biais d'une fusion de la Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie), la Rhodésie du Sud (aujourd'hui le Zimbabwe) et le Nyasaland (aujourd'hui le Malawi).

Des protestations prolongées contre la Fédération obligea le gouvernement britannique à introduire une constitution pour la Rhodésie du Nord, permettant une majorité africaine dans la législation.

La Fédération fut dissoute en Décembre 1963, à la grande joie de la majorité africaine dans les trois pays.

L'UNIP participa aux élections de janvier 1964, remportant 55 sièges contre 10 pour l'ANC Rhodésie du Nord. Le Parti National Progressif gagna la totalité des 10 sièges réservés aux blancs.

La Zambie atteignit l'Indépendance le 24 Octobre 1964, avec Kaunda élu au poste de Premier Ministre, et plus tard dans l'année au poste de Président de la République lorsque le pays devint une République.

A l'indépendance, malgré une richesse minérale considérable, la Zambie a subi de nombreuses difficultés, puisque l'économie dépendait largement sur l'expertise étrangère.

Cependant, la difficulté encore plus importante était que la majorité des voisins de la Zambie était encore des colonies ou sous régime minoritaire blanc.

De ce fait, le gouvernement zambien a soutenu les mouvements de libération du Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et du Zimbabwe, fournissant des bases arrière, refuge et assistance.

Le gouvernement de l'UNIP pris une position particulièrement ferme contre le gouvernement mené par les colons en Rhodésie du Nord, qui déclara l'indépendance unilatérale et illégale du joug de la Grande Bretagne en 1965.

Dr Kenneth Kaunda était parmi les leaders honorés par la SADC pour leur immense contribution à la libération du pays et de la régions

Kaunda, le seul leader parmi les cinq encore en vie, fut plus tard honoré par le Zimbabwe pour son "exceptionnelle force de détermination, son dévouement altruiste, sa direction révolutionnaire et sa remarquable contribution durant la lutte longue et ardue du Zimbabwe pour l'égalité, la justice et l'auto-détermination." □



Présidents fondateurs de la Tanzanie et de la Zambie, Mwalimu Julius Nyerere (à gauche) et Dr. Kenneth Kaunda (à droite).

THE KINGDOM du Lesotho est un petit royaume montagneux enclavé, complètement encerclé par l'Afrique du Sud, qui a revendiqué son indépendance le 4 Octobre 1966. Connu sous l'appellation Royaume des Cieux ou Toit de l'Afrique, c'est le seul état indépendant au monde situé entièrement au dessus de 1 000 mètres d'élévation, avec la majorité du pays étendu au dessus de 1 800 mètres. Ce fut la forteresse d'un leader visionnaire, roi guerrier et diplomate, Moshoeshoe Ier (1786-1870), qui a établi des alliances avec les clans et chefferies du peuple Sotho du sud déplacé d'une large circonscription par le royaume Zulu en expansion et qui chercha refuge dans les montagnes. Moshoeshoe Ier leur offrit le refuge, et déménagea avec son peuple pour un lieu connu plus tard sous l'appellation "ThabaBosiu, Montagne de la nuit", la croyance étant qu'elle grandit pendant la nuit et rétrécit durant la journée. Il s'est révélé être un bastion impassable contre les ennemies, et son pouvoir et influence se sont intensifiés lorsqu'il offrit des terres aux ennemies déçus à des fins agraires et créa une nation à partir de groupes disparates. Le roi fit appel au Britanniques pour protection contre les fermiers hollandais (Boers) et la région fut placée sous protection britannique en mars 1868. Lorsqu'il mourut en 1870, le protectorat fut annexé à la colonie du Cap. Ainsi commença la longue lutte Basotho pour regagner son indépendance, achevée en 1966 sous Constantine Bereng Seiso, qui porta le nom de son ancêtre, Son Altesse Moshoeshoe II.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Octobre - Décembre 2014

1 Octobre	Jour Férié	Botswana
4 Octobre	Journée de la Paix et de la Réconciliation Nationale	Mozambique
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 Octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere Day	Tanzanie
15 Octobre	Fête des Mères	Malawi
15 Octobre	Journée des Elections	Mozambique
24 Octobre	Elections Générales	Botswana
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1 Novembre	Toussaint	Madagascar, Ile Maurice, Les Seychelles
2 Novembre	Journée Commémorative	Angola
11 Novembre	Journée Nationale de l'Indépendance	Angola
29 Novembre	Elections Générales	Namibie
1 Décembre	Journée Incwala	Swaziland
8 Décembre	Immaculée Conception	Les Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des Droit de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Jour de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée Nationale de l'Unité	Zimbabwe
25 Décembre	Noël	Toute la SADC
		exceptés Angola et Mozambique
26 Décembre	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
	Jour de Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée des Emplettes	Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe